

Vaclav Klaus

Le Tchèque grincheux

A Prague, le président s'oppose à son gouvernement et bloque à lui seul l'adoption définitive du traité de Lisbonne. Dans les chancelleries européennes, l'impatience grandit. Maître de la provocation, celui qui se veut un « dissident de l'UE » jubile.

MARC EPSTEIN

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le 30 avril 2004, la République tchèque a rejoint l'Union européenne. A minuit, ce soir-là, alors qu'un feu d'artifice illumine le ciel au-dessus de Prague, des dirigeants politiques en smoking lèvent une coupe de champagne sous les dorures du Théâtre national. Seul le président de la République, Vaclav Klaus, est absent. A la surprise générale, des images de télévision le montrent à 80 kilomètres de la capitale, en pleine escalade du mont Blanik. La colline, située en Bohême centrale, est le lieu de repos mythique d'un autre Vaclav – Venceslas I^{er}, duc de Bohême – et de ses chevaliers. Quand la mère patrie sera en danger, affirme la légende, cavaliers et montures sortiront de leur sommeil, vieux de mille ans. Le symbole ne pouvait guère être plus clair.

Les symboles, Vaclav Klaus connaît bien. Au sommet de l'Etat, il occupe une fonction largement cérémoniale, souvent comparée à celle de la reine d'Angleterre. Mais l'inauguration des chrysanthèmes n'est pas son fort. Déjà, dans les années 1980, à l'époque de la dictature communiste, un agent de la police politique avait constaté un trait du personnage : « Il se prend pour un génie incompris, indiquait son rapport. Pour lui, quiconque n'approuve pas ses opinions est stupide et incompetent. » A 68 ans, avec son débit un peu lent et son ton professoral, il fait penser à ces grands savants qui ne souffrent pas les questions idiotes des journalistes et des imbéciles, ces deux catégories étant confondues dans son esprit. Nombre de Tchèques apprécient ce fort en gueule, revêche et bourru. A Bruxelles, en revanche, et dans presque toutes les capitales européennes,



D. W. CERNY/REUTERS

BIO VACLAV KLAUS

- 1941** Naît à Prague.
- 1963** Diplômé en économie de l'université de Prague. Il poursuit ses études à Naples (1966) et sur le campus américain de Cornell (1969).
- 1971-1986** Cadre à la Banque centrale d'Etat.
- 1989-1992** Ministre des Finances.
- 1993-1997** Premier ministre.
- 1998-2002** Président de la Chambre des députés.
- Depuis 2003** Président de la République (réélu en 2008).

beaucoup rêvent de l'envoyer au diable. Et pour cause.

Depuis que les Irlandais ont approuvé par référendum, le 2 octobre, le traité de Lisbonne, ratifié depuis par le président polonais, Vaclav Klaus est le seul des 494 millions de citoyens de l'Union



EUROSCÉPTIQUE Le président tchèque refuse toujours de signer le traité de Lisbonne.

européenne à avoir le pouvoir de retarder, voire d'empêcher l'adoption définitive du texte. Le gouvernement tchèque a déjà signé le Traité. Et les deux chambres du Parlement l'ont approuvé. Mais il manque toujours la signature du chef de l'Etat. Pour un homme qui adore la controverse et les feux de la rampe, nul doute que le bonheur est total.

« Il joue sur l'antigermanisme des Tchèques »

Que reproche-t-il au document ? Klaus prétend que la Charte des droits fondamentaux, rendue obligatoire par le traité de Lisbonne, pourrait remettre en cause une série de décrets – les décrets Benes – qui, au lendemain de la

Seconde Guerre mondiale, ont permis l'expulsion et l'expropriation de 3 millions d'Allemands, souvent installés de longue date du côté tchèque de la frontière, mais accusés en bloc d'avoir soutenu les occupants nazis. « C'est un simple prétexte sans fondement juridique, souligne Jiri Pehe, analyste de talent et directeur de la branche pragoise de la New York University. Mais, en bon joueur d'échecs, Klaus a choisi le sujet avec soin. Car il déclenche toujours la passion au sein de la société, et l'opinion se montre peu sensible aux arguments des juristes. » Bohumil Dolezal, politologue, enfonce le clou : « Il joue sur l'antigermanisme des Tchèques. Vous, les Français, vous pouvez le comprendre :

« Entendez-vous dans les campagnes / Mugir ces féroces soldats ? / Ils viennent jusque dans vos bras / Egorger vos fils, vos compagnes ! » Dans un petit pays de 10 millions d'habitants, comme le nôtre, la peur du voisin allemand est restée vivace. »

Voilà des années que Klaus juge l'Union européenne peu démocratique et trop interventionniste, aux dépens des souverainetés nationales. Avec son sens habituel de la provocation, il s'est déclaré, il y a un an, « dissident de l'UE ». L'expression a exaspéré les dissidents de l'époque communiste, souvent europhiles, auxquels il doit son accession au pouvoir. Pendant la révolution de Velours, qui provoqua la chute du >>>



AMBIVALENCE L'adhésion à l'UE, en 2004, avait été plébiscitée. Eurosceptique convaincu, Klaus reste cependant populaire. Ci-dessous, le président dans une manifestation, le 3 octobre, contre le traité de Lisbonne.

» régime communiste, Vaclav Klaus, alors cadre de la Banque d'Etat, rejoint le Forum civique, réuni autour de Vaclav Havel. Sans rival dans sa spécialité, il devient ministre des Finances dès 1989 et, trois ans plus tard, Premier ministre. A défaut d'avoir combattu le système pendant les années noires, il animait des petits cercles de réflexion sur l'économie non marxiste. Sans prendre de gros risques, Klaus opérait dans une « zone grise » tolérée par le pouvoir. Et il en tire une certaine fierté : « Moi, je travaillais ! » La formule, épouvantable, traduit son mépris pour les intellectuels, plus ou moins saltimbanques, qui ont eu le courage de lutter. Mais elle séduit sans doute les millions de Tchèques qui n'ont pas risqué leur peau.

Contre le « mythe » du réchauffement climatique

Auteur de plus d'une vingtaine d'ouvrages, le bonhomme semble avoir un avis sur tout. Iconoclaste, de préférence. Au nom du libéralisme économique à la Thatcher, dont il se réclame, il peste contre le « mythe » du réchauffement climatique. Son livre sur le sujet lui a valu d'être décoré de l'ordre de Pouchkine par Vladimir Poutine, le dirigeant russe, avec lequel il entretient les meilleures relations. Au point de s'exprimer en russe lors de chacune de ses visites à Moscou, et d'exiger que ses conseillers en fassent autant.

Avec un interlocuteur aussi imprévisible, comment régler le cas épineux du traité de Lisbonne ? Le temps presse, car le président est soupçonné



d'attendre une victoire des conservateurs lors des élections au Royaume-Uni, en mai 2010 : prenant acte que la République tchèque n'a toujours pas ratifié le traité de Lisbonne, les Tories pourraient profiter de la situation pour provoquer un référendum. Et rompre le cou au projet, une fois pour toutes...

A Prague, le gouvernement de coalition au pouvoir, faible et embarrassé, appelle l'UE à la rescousse. Lors du prochain Sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement, les 29 et 30 octobre, la République tchèque pourrait demander à l'Union de l'aider à trancher son différend avec le chef de l'Etat. Bruxelles ne peut offrir à Klaus ce qu'il demande – une dérogation en bonne et due forme de la Charte des droits fondamentaux – car ce scénario relancerait l'ensemble du processus dans les 27 pays membres.

Mais un simple engagement écrit pourrait suffire à apaiser ses craintes. Il serait alors parvenu à ses fins et pourrait de nouveau apparaître, aux yeux de ses compatriotes, comme le protecteur sourcilieux des intérêts de la nation. « Avant d'en arriver là, avertit un diplomate européen, l'UE mettra une condition : que le président tchèque s'engage publiquement à ne pas tenter d'autres recours contre le traité de Lisbonne. » Car la Constitution lui accorde ce droit...

Dans une interview publiée le 18 octobre dans le quotidien *Lidové Noviny*, Vaclav Klaus laisse entendre qu'il signera le texte : « Au train où vont les choses, il n'est plus possible d'arrêter le traité ni de faire machine arrière, quand bien même certains d'entre nous le voudraient. » On en pleurerait. Chapeau, l'artiste ! ● M. E.